

## 2 Politique

Après l'acte à connotation islamiste commis à Libreville samedi dernier par un nigérien sur deux Danois

## Le CSAIG rassure et sensibilise



Le président du conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon, Ismaël Ocen Ossa, répondant aux questions de la presse.



Le conseiller spécial du raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, durant son intervention.



Une vue des membres du conseil islamique du Gabon.

AEE

Libreville/Gabon

LE Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG) a tenu une rencontre hier à la mosquée Hassan II de Libreville. Étaient conviés, les imams, les prédicateurs et les chefs des communautés étrangères vivant au Gabon. Aux côtés de ceux-là, se sont joints les représentants des autres communautés religieuses, entre autres, l'archevêque de Libreville, Mgr Basile Mvé Engone de l'Eglise catholique, Francis Michel Mbadinga, pour les Eglises pentecôtistes et charismatiques de réveil et, Jean-

Jacques Ndong Ekouaghe, président de l'Eglise évangélique du Gabon.

La réunion d'hier avait ainsi pour objectif de rassurer et de sensibiliser la communauté musulmane du Gabon et les non-musulmans suite à l'agression dont ont été victimes deux Danois au village artisanal de Libreville. Ceci, afin que les uns et les autres ne soient pas inquiétés. " Nous voulons rassurer nos frères, nos sœurs qui ne partagent pas notre foi. Ensuite ceux avec lesquels nous partageons la même foi. Nous les rassurons en ce sens que ce frère a posé un acte que nous condamnons fermement et qui l'exclut mo-

mentanément de cette fraternité islamique, car aucun musulman, croyant respectueux des paroles divines ne peut porter atteinte à un animal, combien de fois à un être humain. Aucun musulman digne de ce nom ne peut se permettre de tuer l'humanité, car conformément au coran, porter atteinte à une vie humaine c'est porter atteinte à l'humanité toute entière. Donc nous disons et osons l'espérer, que ce dernier a posé un acte isolé, qui n'a rien avoir avec l'islam", a déclaré le président du Conseil supérieur des Affaires islamiques, Ismaël Ocen Ossa..

Le conseiller spécial du

raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue a, quant à lui, attiré l'attention des prédicateurs et des imams, en demandant à ces derniers, de toujours faire attention lors de leurs prédications. "Bien que ce frère ait posé un acte isolé qui n'a rien à avoir avec notre religion, il est tout de même urgent d'attirer votre attention sur vos prêches, qui parfois s'orientent beaucoup plus seulement sur l'interdit. L'islam n'est pas une religion qui n'a que des interdits. Je suis sûr qu'il y a aussi des belles choses qui peuvent servir de prêches dans vos mosquées. Adaptez votre discours à la réalité du pays", a-t-il lancé.

Au nom des autres repré-

sentants des confessions religieuses, l'archevêque de Libreville, Basile Mvé Engone a expliqué leur présence à cette rencontre en faisant valoir les relations de solidarité que les confessions religieuses entretiennent au Gabon. "Nous formons une grande famille, une grande maison et nous sommes venus partager la douleur de la communauté musulmane du Gabon et leur dire de ne pas se laisser abattre, car l'islam est une religion qui prône les vertus de l'amour, les vertus du respect de l'autre. Et personne ne saurait tuer au nom de cette religion", a souligné l'archevêque de Libreville. Rappelons tout de même

que la rencontre d'hier fait suite à celle de dimanche où, le CSAIG a fermement condamné l'acte de samedi, commis par un sujet nigérien. Aussi, au cours de cette réunion restreinte et urgente, la communauté musulmane a indiqué: " cet acte horrible, maladroite et injustifié prétendument perpétré au nom de l'Islam ne sert ni l'Islam, ni son auteur". En outre, le CSAIG a invité le peuple à ne pas faire d'amalgame entre les situations conflictuelles en cours sur la scène internationale, notamment la situation entre Israël et la Palestine et la pratique de l'Islam.

## La menace terroriste est-elle bien réelle ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Arouna Adamou a, le week-end dernier, fait entrer le Gabon dans les pays visés par les djihadistes. Une première, en attendant les conclusions de l'enquête, qui fait craindre le pire, et qui en appelle à la vigilance à la fois des autorités compétentes et des populations. Car, ce qui s'est passé samedi au « village artisanal » pourrait être le reflet d'un comportement malsain qui gagne certains milieux communautaires. Surtout que, selon des sources concordantes, les commerçants présents sur le lieu de l'agression n'ont pas bougé le petit doigt pour venir au secours des deux victimes.

L'ATTAQUE au couteau, le week-end dernier, à Libreville, contre deux reporters danois de la télévision thématique américaine, National Geographic a provoqué une onde de choc dans le pays. L'acte posé par le Nigérien, Arouna Adamou, fait craindre le pire en ce qui concerne la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire. Le reste du pays serait-il lui aussi dans le viseur d'un terrorisme dont les agissements sont semblables à ce qui s'est passé samedi au « village



Le ministre de la Défense nationale, Etienne Massard Makaga, et ses collègues du gouvernement attendus au pied du mur.

artisanal » ? Si l'enquête ouverte après l'attaque n'a pas encore livré ses conclusions, il n'empêche qu'on s'interroge, au regard des faisceaux d'informations, sur l'extrême gravité des faits.

Tous les témoins sont formels : l'attaque au couteau a été précédée d'« Allah Akbar ». Faisant dire à certains spécialistes qu'il s'agirait d'un acte djihadiste. Ce d'autant plus que de nombreux faits similaires se sont déjà produits ailleurs avec des dommages importants. L'invocation de Dieu pour perpétrer un forfait relève d'un fondamentalisme auquel font face les pays à travers le monde. L'agresseur de Libreville donne alors tous les signes d'un intégrisme religieux qui fait rage sous d'autres



Vue de l'intérieur du « village artisanal », théâtre de l'agression terroriste de samedi.

ciens. D'ailleurs l'arrestation à Booué, dans l'Ogooué-Ivindo, de trois imams et leurs quatre adjoints corroborent la thèse d'une attaque terroriste aux relents religieux. Il s'agit maintenant de démêler les ficelles de cette



Arouna Adamou, le ressortissant nigérien qui a poignardé au couteau deux Danois aux cris de « Allah Akbar » (Dieu est le plus grand)

histoire qui a failli tourner au drame. Les mêmes questions demeurent au sujet de l'attitude des commerçants du « village artisanal ». Plusieurs sources soutiennent que les vendeurs de ce lieu fréquenté par les

touristes, n'auraient rien fait pour ne fut-ce que tenter de dissuader l'agresseur. La centaine de personnes, originaires d'Afrique de l'Ouest, se seraient même rendues complices de ladite agression en refusant d'assister les victimes et d'appeler les agents de police, en faction non loin de là. N'eut été la promptitude de ces policiers, finalement alertés par l'accompagnatrice des deux Danois, l'une des victimes aurait perdu la vie après avoir reçu une vingtaine de coups de couteau. Écœurés par cette "complicité" tacite, l'opinion estime que l'arrestation de tous les commerçants éclairerait l'opinion. Déjà, certaines voix s'élèvent pour réclamer la fermeture définitive du "village artisanal". En outre, le caractère ter-

roriste paraît établi du fait des déclarations éminemment politiques faites par l'auteur du forfait après la commission de celui-ci. Le « Boouésien » d'adoption a, en effet, indiqué que son acte a été posé « en représailles aux attaques américaines sur les musulmans dans le monde et à la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme la capitale d'Israël ». Toute chose qui conforte la thèse d'une attaque suffisamment préparée.

Il ne reste plus aux autorités compétentes qu'à faire toute la lumière sur cette affaire qui pourrait en cacher d'autres. Non sans prendre toutes les dispositions pour rassurer les populations quant aux mesures prises pour garantir leur sécurité. En outre, derrière ce qui s'est passé samedi, tout le monde devra comprendre qu'aucun pays n'est à l'abri de ces « fous de Dieu » qui ont décidé de semer la terreur sur la planète. Il n'est donc pas question de minimiser une agression qui aurait pu prendre une autre tournure si Arouna Adamou était arrivé à ses fins. Comme quoi, cela n'arrive pas qu'aux autres. Nul besoin d'en appeler à la responsabilité du gouvernement pour que plus jamais ce type de velléité ne surgisse ailleurs chez nous.